

Compte-rendu de la soirée-débat du 23 juin 2025

« Les démocraties menacées ? Et en France ? »

Cette soirée-débat réunissait Jean-Louis Bourlanges et Pascal Ausseur à l'auditorium de la Médiathèque de Rueil-Malmaison, gracieusement mise à notre disposition par la mairie de Rueil.

Jean-Louis Bourlanges a une longue expérience politique, comme député européen durant 18 ans et président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale jusqu'en 2024. Homme de convictions « libérales, sociales et européennes », il a aussi un passé de professeur à Sciences-Po Paris et d'essayiste.

L'amiral en retraite Pascal Ausseur a été notamment Préfet Maritime de la Manche et de la Mer du Nord et Chef du cabinet militaire du ministre de la Défense. Fort de sa riche expérience opérationnelle, stratégique et internationale, il dirige la Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégiques (FMES).

Le désenchantement démocratique et ses causes

En préambule, Benoît Valla, administrateur des Semaines Sociales de Rueil / Mont-Valérien, rappelle les constats rassemblés dans la note présentée sur leur site internet. Dans un contexte mondial de régression des démocraties depuis 30 ans (seuls 28% des habitants de la planète vivent encore dans des pays démocratiques selon l'institut suédois V-DEM), des attaques contre l'Etat de droit ont été constatées dans plusieurs pays européens (Hongrie -maintenant classée dans les autocraties -, Pologne, Slovaquie), ou aux Etats-Unis avec le second mandat de Donald Trump. En France, la confiance dans les partis politiques et dans les médias est très faible ; l'indice d'analyse et d'alerte démocratique de la Fondation du Camp des Milles traduit le contexte politique actuel (perte de repères, rejet des institutions et des élites, radicalisations, désordres, agressions) comme le seuil d'instauration d'un régime autoritaire. Peut-on parler de désenchantement démocratique et d'où vient-il ?

Pour Jean-Louis Bourlanges, ce désenchantement est indéniable et provient de plusieurs causes. La première est le choc provoqué par la victoire de l'Occident face à l'empire soviétique en 1990. Beaucoup d'Occidentaux y ont vu une reconnaissance de la valeur de leur modèle, en oubliant que cet empire soviétique s'était surtout affaibli sous ses propres faiblesses et contradictions, et ont cru, à la suite de F. Fukuyama, à la fin de l'Histoire, à la victoire définitive du libéralisme démocratique. Les démocraties progressaient alors en Afrique du Sud, dans l'Est de l'Europe jusqu'en Russie, et la Chine se libéralisait au moins économiquement. Du coup, les gens ont eu besoin de se trouver un autre marqueur, identitaire, lié à l'origine (nation, région, commune, etc.): au lieu de se demander « que penses-tu et que veux-tu faire ? », question qui semblait réglée, la question est devenue « d'où viens-tu et pourquoi es-tu différent de moi ? ». D'où une fragmentation fondamentale au sein des peuples et une baisse de vigilance solidaire, qu'il s'agisse de défense ou de protection des libertés. De fait, la victoire idéologique attendue pour l'universalisme démocratique s'est heurtée à des développements géopolitiques bien différents : révolution islamiste avec ses attentats, durcissement chinois, repli poutinien, ... Il a bien fallu reconnaître que l'ambition universaliste, si elle reste majoritaire en Occident, n'est pas reconnue universellement.

Une deuxième cause réside dans les grandes difficultés auxquelles se heurtent les religions ou pseudo-religions collectives. La « religion » communiste, qui constituait un espoir pour de nombreux peuples, s'est effondrée dans ces années-là. Au sein de la société française, ce marqueur de la solidarité ouvrière pour la construction d'un monde nouveau a fini de se déliter : disparition des ouvriers français, remplacés par une main-d'œuvre étrangère souvent venue d'Afrique, conduisant les catégories populaires à se replier sur elles-mêmes. La

religion chrétienne a elle aussi perdu beaucoup de terrain depuis 50 ans (pratique des sacrements, baisse du nombre de prêtres), perdant en influence en même temps que se vidaient les campagnes qu'elle structurait.

Une troisième cause réside dans la fin de la croissance forte, qui était un grand mythe solidaire : les Français travaillaient, gagnaient plus et voyaient leurs enfants mener une vie plus facile que la leur. Si le pouvoir d'achat n'a pas vraiment reculé ensuite, sa stagnation, dans un monde soumis à la concurrence et à la remise en cause de certains droits acquis, a tué cette ambition partagée de progrès social. Une quatrième cause est venue s'y ajouter : la révolution technologique qui, à côté des progrès qu'elle a permis, a entraîné une rupture profonde entre les générations. Contrairement à la transmission traditionnelle du savoir, les enfants ont investi très vite le domaine numérique qui n'était pas maîtrisé par leurs parents, d'où une grande inquiétude de se voir dépasser par des évolutions extrêmement rapides.

Tout cela compose un paysage très inquiétant en France, où les hommes et les femmes se sentent seuls, démunis, dépourvus d'assurance sur l'avenir, ce qui provoque une décomposition très profonde du lien social avec montée de l'individualisme, remplacement à gauche de l'aspiration à la justice par l'expression d'un ressentiment, et remplacement à droite de la fidélité par la crainte, le centre ne sachant plus quelle synthèse rechercher. Si l'on y ajoute le recul actuel du droit public international et la dislocation de la communauté internationale, l'archipelisation de la France et la disparition du rôle de synthèse que jouaient des institutions comme les partis politiques ou les syndicats, on comprend l'état de notre société, « liquide », inquiète, guettée par le goût de la violence, par la crainte et le rejet de l'autre. Ce constat n'est pas optimiste mais il faut être conscient des causes extrêmement profondes de cette crise démocratique.

Pascal Ausseur, d'accord avec ce constat général, souhaite apporter quelques éclairages complémentaires. D'abord, il faut être conscient que le rejet de la démocratie dans certaines parties du monde découle en fait du rejet du modèle européen et occidental. L'Europe ne fascine plus. Le modèle démocratique européen moderne, fruit d'un long processus depuis les Lumières du 18^{ème} siècle s'est en quelque sorte emballé et exhibe ses faiblesses. Cette modernité s'est construite sur le rejet des guerres de religions et des guerres aristocratiques, en privilégiant délibérément l'intérêt concrétisé par le commerce, - « le ventre », dans la tripartition de l'âme selon Platon – sur les autres dimensions humaines (« le cerveau » = l'idéologie, la religion, et « le cœur » = la fierté, le rang). Le « doux commerce » cher à Montesquieu devait apaiser l'humanité. L'Union Européenne est l'aboutissement de ce processus post-national, post-religieux, post-idéologique, fondé sur l'intérêt individuel, la norme, le droit et le commerce. Depuis les années 80, l'effondrement de l'URSS et la disparition du seul contre-modèle théorique, le système s'est emballé. La modernité est devenue une hypermodernité dans laquelle seul le commerce comptait : le libéralisme économique s'est développé sans frein (Reagan, Thatcher, etc.), la mondialisation des échanges a eu de moins en moins de limites, l'économie est devenue l'alpha et l'oméga de l'activité humaine. La gouvernance a remplacé la politique, les zones de libre-échange ont remplacé les nations, les producteurs/consommateurs ont remplacé les citoyens et la « démocratie libérale de marché » devait s'étendre quasi-mécaniquement dans un monde post-historique théorisé par Francis Fukuyama. Cela n'a pas fonctionné. Ce modèle n'était pas soutenable, ni environnementalement, ni socialement, ni même philosophiquement. Les guerres n'ont pas disparu, la violence étant intrinsèque à l'être humain qui ne se réduit en revanche pas à sa cupidité, et les sociétés non occidentales ont reproché à l'Europe et à l'Occident leurs obsessions matérialiste, individualiste et marchande qu'ils ont associée à leur modèle démocratique.

Ensuite, la démocratie suppose une société organisée et solidaire dans laquelle chaque personne a le même poids, la fameuse « égalité des conditions » identifiée par Tocqueville. Or notre modèle libéral s'est construit sur une indifférenciation des individus, gage de paix croyions-nous et facteur d'efficacité économique puisque garant d'une fluidité des acteurs, qu'ils soient producteurs ou consommateurs. Nul besoin de solidarité liée à la proximité géographique, culturelle ou historique. Le tissu social s'est donc considérablement délité depuis une trentaine d'années au sein des sociétés occidentales. Le fabricant de ce micro, le producteur de cette bouteille d'eau, l'interlocuteur de la « hotline », est probablement à l'autre bout du monde, nous savons que nous sommes désormais tous interchangeable, « le monde est plat » comme l'écrivait Thomas Friedmann. Or les êtres humains ont besoin d'autre chose, d'enracinement, de relations humaines, de proximité. Si nous ne connaissons plus notre voisin, pourquoi se sentir solidaire, payer des impôts pour lui, voter pour lui, mourir pour lui le cas échéant (notamment quand on est militaire). L'idée de nation, de groupe humain partageant une communauté de destin du fait d'une histoire, d'une culture, d'un projet commun, d'une « adhésion de tous les jours » selon Renan, a été dévaluée parce que n'ayant pas de valeur économique. Notre projet européen après 1945 a été construit sur le dépassement des concepts de nation, de religion, de rapport de forces. Aujourd'hui

toutes ces notions reviennent en force partout dans le monde. Nous sommes donc intellectuellement déstabilisés et notre modèle démocratique avec nous : ce modèle attire de moins en moins dans nos pays et est franchement rejeté dans d'autres.

La démocratie représentative est-elle en crise en France ?

Pour Jean-Louis Bourlanges, il y a bien une crise de la démocratie représentative car il y a une crise de la délégation. Montesquieu avait posé le principe d'une démocratie où les gens ne gouvernent pas eux-mêmes mais choisissent des gens pour le faire, les contrôlent, les renouvellent ou les renvoient. Ce partage des rôles lui semble toujours pertinent car les décisions publiques ne sont pas simples à prendre : un problème n'est pas isolé de tous les autres, il ne se résout pas par une simple question à laquelle on pourrait répondre par oui ou non, sa résolution doit prendre en compte des attentes contradictoires. La recherche de la cohérence et de l'acceptabilité des décisions prises nécessite de les confier à des gens qui prendront le temps de se consacrer à ce travail. Or ceci est profondément contesté aujourd'hui car monte un désir de souveraineté individuelle, qui remplacerait la souveraineté nationale ou populaire : « une décision n'est pas légitime si je ne l'ai pas cautionnée moi-même ». On le voit par exemple au travers de la contestation de la légitimité du Président de la République à appliquer son programme, même bien élu au second tour, sous prétexte que l'on n'a pas voté pour lui au premier tour. Ou encore au travers de l'obstruction au Parlement, où des députés minoritaires vont empêcher le Parlement de délibérer grâce au dépôt de milliers d'amendements, sous prétexte que ce n'est pas leur projet. Il est regrettable que l'Assemblée Nationale n'ait pas su s'organiser pour être le lieu où les représentants de la société civile pourraient se rencontrer pour débattre. A l'inverse, la démocratie participative lui paraît être un mythe qui permettrait là encore à chacun de se croire l'auteur de la décision, ce qui est une conséquence ultime et perverse de l'individualisme. Le vrai problème de la démocratie est d'avoir une délégation de pouvoirs suffisamment précise, limitée dans le temps et dans les compétences déléguées (en tenant compte des compétences des autres niveaux locaux, nationaux, européens) et soumise à des contraintes juridiques claires dans le cadre de la séparation des pouvoirs.

Pascal Ausseur apporte une nuance en soulignant la coupure très nette entre les élites et la population dans tous les pays occidentaux, qui peut expliquer ce refus de délégation. Même si la mondialisation a globalement profité à tous au travers d'une élévation globale du niveau de vie, le sentiment que certains en ont profité beaucoup plus que les autres se propage. Et il repose sur une réalité : le délitement du tissu social ne pose pas de problème à ceux qui ont les moyens de voyager sans restriction, de faire des études et de travailler ailleurs et qui se sentent bien partout sur la planète (les « anywhere » de David Goodhart). Il en va différemment pour ceux qui n'ont pas ces moyens et sont rivés au lieu où ils vivent, qui ont perdu le sentiment de solidarité dans leur lieu de vie et qui sont désorientés et inquiets (les « somewhere ») ; ils ont perdu totalement confiance dans ces élites, dont les élus font partie à leurs yeux, qui ont des objectifs de profit qui ne les concernent pas et qui se tireront toujours d'affaire en cas de crise, si nécessaire en quittant le pays. Le projet d'émancipation individuelle présenté par le Président Macron (en gros, « le rôle du politique est de donner à chacun les moyens de se débrouiller tout seul ») ne répond pas à l'attente de création d'une communauté nationale performante mais solidaire dans les coups durs, qui est particulièrement présente en bas de l'échelle sociale. Cela est d'autant plus sensible que le sentiment que les coups durs se rapprochent est de plus en plus partagé avec les menaces de guerre, de crise écologique et économique (chômage, désertification, violence, etc.). Il faudrait recréer une communauté nationale qui, tout en évitant les pièges du nationalisme, se reconnaît un destin partagé.

Jean-Louis Bourlanges fait remarquer que le problème est précisément de savoir comment recréer une communauté nationale. C'est une entreprise de très longue haleine, qui demande des efforts de tous : efforts institutionnels, culturels, remobilisation de l'éducation nationale, ... Mais les débats actuels ne semblent pas aller dans ce sens : discussions absurdes et interminables sur l'âge de départ à la retraite, alors que les questions géopolitiques qui vont déterminer l'avenir de nos enfants et petits-enfants sont absentes des débats. Il ne faut sans doute pas réduire l'origine de la crise de confiance à une polarisation sur la seule question économique. La politique concerne fondamentalement l'être plus que l'avoir : comment être ensemble dans notre pays, notre continent, notre planète ? Les partis politiques devraient s'en occuper au lieu de s'écharper dans des querelles internes dérisoires. Quelle est la solution ? Pour J.L. Bourlanges, dans le système politique très personnalisé qui est le nôtre, c'est de la prochaine élection présidentielle que pourrait surgir une offre politique qui pourrait

remobiliser autour des nombreux défis fondamentaux actuels qui devraient provoquer une solidarité extrême : défis écologiques, économiques, géopolitiques, démographiques. En fait, il est inquiétant de constater que les acquis impressionnants depuis 1945, de démocratie, de développement, de coopération européenne, ne sont plus considérés comme un trésor par une partie de la population. Or c'est là-dessus que l'on pourrait bâtir des réponses à ces défis. Il faut recoudre le tissu politique, économique, social, et il faudra bien réfléchir à ces enjeux en votant aux prochaines élections présidentielles.

Pascal Ausseur fait remarquer que le monde, qui convergeait plus ou moins depuis deux siècles vers un modèle démocratique, européen puis occidental, est entré depuis 40 ans dans une phase de divergence et de fracturation, parfois qualifié de multipolaire mais surtout caractérisé par le retour des appétits géopolitiques et de prédominance de la force. En même temps, ce monde qui est passé de 3 à 8 milliards d'habitants en 60 ans, est aussi caractérisé par la rareté de certaines ressources et l'interdépendance qui en découle. En visitant nombre de pays du Moyen-Orient, il observe que certains ont réglé leur problème identitaire et disposent donc d'un Etat-nation solide qui leur permet de développer une stratégie claire (Israël, Turquie, Iran, Arabie Saoudite, Egypte). Les Etats qui ont toujours un problème identitaire car multiculturels ou multiconfessionnels sont devenus le terrain de jeu des autres (Liban, Syrie, Irak, Yémen, bientôt peut-être Jordanie) et sont conscients du risque de devenir la proie des autres s'ils ne règlent pas cette question de la communauté de destin.

Transposant cette remarque à l'Europe, il importe de définir qui nous sommes pour commencer un dialogue sain et une coopération fructueuse avec les pays qui nous entourent. Cette capacité d'interagir avec nos voisins devient essentielle alors que les rapports de force et les rivalités pour l'appropriation des ressources sont de retour. Dans le nouveau monde, même si les missiles volent de plus en plus dans notre ciel, les conteneurs vont continuer à circuler, et les coopérations mondiales (contre le changement climatique, contre la criminalité, contre les épidémies, ...) vont perdurer. Pour y prendre sa place, chacun a intérêt à avoir bien défini quelle est l'identité de la communauté politique qu'il représente.

Jean-Louis Bourlanges ne conteste pas l'intérêt de définir son identité mais fait remarquer que cette identité est fractionnée en France. Il y a l'identité nationale, mais, par exemple, pour certains militants d'extrême gauche, la ZAD est plus importante que la nation car centrée sur des valeurs très fortes (protection des espèces, lutte contre le capitalisme).

Par ailleurs, il conteste le fait qu'Israël ait réglé son problème identitaire : c'est précisément parce qu'il ne l'a pas réglé qu'il est en proie à une dérive autocratique. J.L. Bourlanges rapporte de façon indirecte les propos de Yitzhak Rabin, confiant quelques jours avant son assassinat que l'existence d'un Etat palestinien était essentielle au maintien du projet sioniste initial, démocratique et libéral, la lutte perpétuelle contre des Palestiniens non reconnus amenant fatalement à mettre en place un Etat autoritaire. Israël a toujours ce problème d'identité et essaie de le résoudre, comme souvent, par la fuite en avant. Israël n'a pas de projet politique pour Gaza – ou n'ose pas l'articuler - au-delà de la riposte immédiate à l'agression terroriste du 7 octobre : l'objectif de l'Etat en tant que communauté de destin n'est pas clair ou pas assumé.

Faut-il s'inquiéter des attaques contre les juges ?

Pour J.L. Bourlanges, c'est en effet un problème important mais qui tient à la situation générale d'affaiblissement des règles que la société impose aux individus (« l'anomie » de Durkheim). Les juges peuvent travailler sereinement lorsqu'il y a consensus sur les valeurs fondamentales d'un Etat, or actuellement, l'absence de ce consensus entraîne une contestation de la façon dont les juges appliquent la loi. Les juges n'ont jamais été bien protégés par la République puisqu'ils sont en principe indépendants mais que leur carrière dépend de l'exécutif. Ils ont cependant une vraie indépendance en France maintenant [*NDLR : interdiction des instructions aux procureurs sur des affaires individuelles depuis 2013*]. La situation est plus complexe en Europe car le pouvoir politique étant infirme, dispersé entre 27 Etats, le pouvoir judiciaire tend à occuper l'espace vide et les juges doivent donc faire attention.

Mais le problème principal est la résurgence d'idéologies que l'on croyait avoir abolies, à savoir que les règles de l'Etat de droit importent peu car seule compte la force du pouvoir récemment élu, et que la démocratie peut être séparée des libertés civiles et individuelles (d'expression, d'association, de réunion, jointes à l'indépendance de la Justice et de l'Université). Cette approche « illibérale », que l'on voit par exemple à

l'œuvre en Hongrie, est une négation de la démocratie ; or certains partis en France se réclament de cette logique ou méprisent totalement le fonctionnement des institutions actuelles.

Pascal Ausseur ajoute que les juges prennent la place que le pouvoir exécutif leur laisse, par temps calme. Vienne la tempête, et de vrais leaders, au caractère bien trempé, apparaîtront vraisemblablement, au-delà de ceux qui aujourd'hui crient le plus fort, et l'équilibre entre les différents pouvoirs se trouvera naturellement. Ces vrais leaders, tels de Gaulle et Churchill, sont ceux dont on se sépare dès la tempête passée car ils sont fatigants...

Le renforcement des mesures sécuritaires peut-il constituer un risque pour l'Etat de droit ?

Benoît Valla rappelle les inquiétudes de certains : les mesures, notamment technologiques, prises pour se protéger contre des menaces terroristes, sanitaires ou d'ordre public, ne risquent-elle pas de se retourner contre la démocratie avec un pouvoir différent ?

J.L. Bourlanges élargit la question en prenant comme exemple le comportement de Donald Trump depuis son élection pour un second mandat, qui a montré une collusion évidente avec des chefs d'Etats non démocratiques comme le président Poutine, et les complaisances publiques de ses lieutenants avec des partis extrémistes comme en Allemagne. Cela montre l'émergence de quelque chose de très puissant et de très inquiétant, un nouveau pouvoir qui repose sur plusieurs principes :

- la renonciation à la séparation des pouvoirs ; il faut une présidence impériale, à l'instar de ce qui existe en Chine ou en Russie ;
- le mépris de la règle de droit international, les grandes puissances affirmant un droit de contrôle sur les pays qui les entourent (Canada, Groenland, Mexique pour les USA, Tibet, Xinjiang pour la Chine, républiques ex-soviétiques pour la Russie) ;
- une ploutocratie décomplexée, les conflits d'intérêts des super-riches au pouvoir étant quasiment affichés comme des preuves de compétence ; les milliardaires sont donc au pouvoir aux USA et en Chine, comme les oligarques en Russie ;
- la technologie (numérique, IA) conçue de façon très redoutable pour mettre la population sous le contrôle des classes dirigeantes.

Cette recette, qui s'oppose frontalement aux valeurs défendues par l'Europe jusqu'ici, explique la connivence entre MM. Trump et Poutine, et oriente potentiellement notre planète vers un « meilleur des mondes » orwellien si nous n'arrivons pas à réagir. Les réactions européennes restent pour l'instant assez timides, plus en déclarations et communiqués qu'en actions et décisions.

Pascal Ausseur approuve et insiste : c'est bien une période de rupture que nous vivons et pas seulement, comme avant, une crise temporaire sur une trajectoire qui demeurerait peu ou prou inchangée. Ici, l'après sera différent de l'avant, car les règles qui s'appliquaient jusqu'ici explosent complètement. Le changement de stratégie porté par Trump (ou plutôt son accélération car les prémices étaient sensibles depuis plusieurs décennies) se rattache à l'analyse que les Etats-Unis ne pourront pas sauver l'ancien monde. Ils changent donc de posture et rallient le camp des révisionnistes pour tirer profit de la nouvelle situation. Les européens deviennent les derniers conservateurs du système, avec quelques alliés en Asie. Ce nouveau monde est plus dur, plus violent, le rapport de force y est la norme. La question de l'identité est majeure pour s'y mouvoir car il faut savoir qui on cherche à être, et les européens sont, on l'a vu, en position de faiblesse de ce point de vue. Notre modèle n'attire plus. Comment peser et gagner dans ce monde de prédateurs, sans devenir nous-mêmes des prédateurs ? C'est une vraie révolution à laquelle nous sommes appelés : révolution dans les têtes, dans les organisations, dans le choix des personnes qui pourront assumer ce nouveau leadership. Le vrai risque pour nous serait de devenir fauve parmi les fauves en renonçant à deux siècles d'un progrès politique et social qui faisait la fierté de nos grands-parents et qui fascinait le monde.

Quelles sont les pistes d'adaptation pour nos pays démocratiques européens ?

Pour Pascal Ausseur, la question-clé est celle de l'identité. Qui sommes-nous, nous Français, nous Européens ? Nous sommes les héritiers d'un modèle, d'une histoire et si nous hésitons à nous définir, nous pouvons toujours interroger les autres qui ont leur idée assez claire de ce que nous sommes... L'indifférenciation était une fausse piste. Ensuite, il faut accepter le rapport de force, sans quoi nous serons mangés tout crus. Cela nous est très douloureux car nous avons conçu depuis 1945 les rapports entre Etats comme régis par le droit, la norme et la coopération. L'Union européenne a été un succès extraordinaire construit sur ces bases, qui a mis fin à des cycles incessants de guerres sur le continent, mais que nous n'avons pas réussi à étendre à l'échelle du globe.

Sur une intervention dans la salle qui assure que l'aspiration à la liberté reste universelle dans tous les peuples, même si leurs dirigeants le contestent, Pascal Ausseur persiste : nous ne devons pas renier notre héritage en devenant un fauve parmi les fauves, mais soyons lucide, le nouveau monde ne sera pas un jardin d'enfants. Et l'attrait universel pour la liberté n'est pas si évident que cela, notamment dans des pays qui n'ont pas notre héritage judéo-chrétien millénaire mâtiné de culture gréco-romaine. Comment se fait-il par exemple que, après 20 ans de présence occidentale en Afghanistan, les talibans soient revenus au pouvoir sans tirer un seul coup de feu ? Personne ne s'est battu là-bas le fusil à la main pour défendre les valeurs que nous avons essayé de transmettre. Tentons de garder nos valeurs mais réalisons que notre modèle ne fait pas l'unanimité dans le monde. Peut-être d'ailleurs avons-nous une part de responsabilité dans cet échec : avons-nous toujours été à la hauteur du modèle que nous représentons ? Il y a une part de déception dans le ressentiment à notre égard.

Pour J.L. Bourlanges, il ne faut pas trop dissocier les dirigeants des gens qui les ont élus pour les représenter (quand il y a encore des élections libres). Si notre modèle peut encore présenter un attrait pour beaucoup de populations, nous ne pouvons de toute façon pas accueillir tous ceux qui voudraient vivre chez nous (par exemple, la moitié de la population afghane puisque toutes les femmes y sont persécutées). Il faut noter que nous avons aussi été expulsés de plusieurs pays africains où la France jouait un rôle majeur.

Pour répondre à la question de ce qu'il faut faire pour s'adapter, J.L. Bourlanges pense que l'on devrait trouver des ressources financières pour mieux nous défendre : la défense représente aujourd'hui 2% de notre PIB, notre modèle social 31,5% ; il est possible de transférer 1,5% du second vers la première, en faisant des efforts mais pas des sacrifices considérables. Mais ce qui est difficile est de parvenir à mobiliser un peuple autour de cet objectif. Les réactions actuelles concernant le budget de l'Etat le montrent : il faut augmenter les impôts... que paient les autres, il faut réduire les dépenses...mais pas celles qui me concernent. Où trouvera-t-on le dirigeant qui entraînera le peuple derrière ces objectifs ? Il faudra saisir l'occasion de l'élection présidentielle pour le faire surgir, même si on ne voit rien venir pour l'instant. Mais, comme le disait Max Gallo, la seule loi qui existe en politique, c'est la surprise !

Différentes questions sont posées par la salle :

Q. La démocratie est-elle le régime le plus efficace, et le plus désiré du fait de l'aspiration à la liberté ?

A la question de savoir si une « bonne dictature » ne serait pas plus efficace qu'une « mauvaise démocratie », la réponse de J.L. Bourlanges est claire : on connaît beaucoup de mauvaises démocraties mais on ne connaît pas de bonne dictature ! *[NDLR : voir dans le dossier préparatoire le lien qui apparaît systématiquement entre autocratie et corruption, une fois que les contre-pouvoirs ont été éliminés].*

Pascal Ausseur ajoute une réflexion sur ce que l'on met derrière le mot de liberté. Il y a une tendance récente en Occident à ne mettre derrière ce mot que la satisfaction de tous nos désirs. Cette approche est critiquée dans d'autres sociétés moins individualistes où cette liberté d'agir sans penser aux autres, à ses proches, passe pour de l'irresponsabilité. L'ancien militaire témoigne que l'acceptation de contraintes peut être un chemin de liberté dans le sens d'une maîtrise de soi et d'un accomplissement. Dans notre modèle démocratique, la notion de liberté inclut la liberté civique et l'égalité des conditions ; les aspirations individuelles ne se concentrent pas sur l'efficacité, qui renvoie encore à une notion d'intérêt économique, mais elles touchent à toutes les

dimensions de l'homme, relationnelles, intellectuelles, et d'estime de soi. D'ailleurs, ne constate-t-on pas dans nos sociétés développées, qui connaissent un niveau de confort inédit depuis que l'humanité existe, un niveau également inédit d'usage de la drogue, notamment chez les jeunes, un taux de suicide élevé, et une réticence à faire des enfants, ce qui n'est pas une marque de confiance dans la vie ? Visiblement, le niveau de vie matériel ne suffit pas à combler les aspirations de l'être humain. Et il suffit de voyager pour constater les différences culturelles entre les populations du monde (et pas seulement dans les discours des dirigeants) : notre référentiel occidental, très matérialiste, ne fascine plus partout.

J.L. Bourlanges complète en précisant que l'Europe n'est pas prête à abandonner son attachement à une liberté qui comporte trois composantes : 1. Le libre-arbitre, la liberté de conscience, inscrits dans l'héritage chrétien de l'Europe et de la France (malgré un retour en arrière temporaire de l'Eglise catholique au 19^{ème} siècle) 2. La liberté intellectuelle, à la base du modèle délibératif bourgeois depuis l'Encyclopédie des Lumières et la Révolution française 3. La liberté collective en temps qu'espérance d'émancipation sociale. Le souci de ne pas opposer ces trois traditions, mais de les faire converger, reste vivace en Europe : nous n'avons pas à le regretter, c'est le noyau dur de ce que nous avons apporté au monde (alors que d'autres aspects comme la colonisation sont plus controversés !) et de ce que nous sommes. « Si je t'oublie, liberté, que serais-je ? »

Q. Dans la définition de notre identité, y a-t-il un conflit ou une complémentarité entre identité nationale et identité européenne ?

Jean-Louis Bourlanges analyse la notion d'identité en France. Nous n'avons pas une identité ethnique, nous avons agrégé des provinces qui avaient des cultures et des systèmes profondément différents (l'héritage romain de la Provence, l'héritage celtique en Bretagne, une grande influence germanique au Nord-Est, une influence espagnole au Sud-Ouest). Nous avons de plus accueilli de nombreux immigrés venant de pays très divers pour mener la révolution industrielle à partir du 19^{ème} siècle puisque les paysans français, qui avaient pris le pouvoir avec la Révolution de 1789, ne se sont pas laissés envoyer dans les usines contrairement aux paysans anglais. Dès lors, la nécessaire main-d'œuvre est venue d'autres pays, depuis la monarchie de Juillet jusqu'à nos jours : main-d'œuvre belge, puis italienne, puis polonaise, puis espagnole et portugaise, puis arabo-musulmane, puis subsaharienne et asiatique. Et ce creuset français a fonctionné (que l'on se rappelle le secrétaire général important de la CGT qu'a été Henri Krasucki, d'origine polonaise), et il a fonctionné sur la base d'un message fondamental : chaque Français est égal devant l'Etat, et cet Etat doit porter des valeurs humanistes, libérales, démocratiques. Cette identité-là n'était pas présente dès le baptême de Clovis, elle s'est construite progressivement au fil des siècles, en partant de l'héritage gréco-romain et chrétien. Cette identité n'est pas exactement la même que celle des autres pays européens, qui ont chacun leur histoire, mais on se retrouve au final sur ce message fondamental. Une nation, c'est à la fois un héritage historique et un projet philosophique et politique. L'Europe a inventé l'humanisme. Certes, elle a été esclavagiste mais elle n'a pas inventé l'esclavage ; elle a par contre inventé l'abolition de l'esclavage. Cet humanisme est le cœur de notre identité qui doit être préservé.

Pascal Ausseur ajoute que les Ukrainiens donnent un bon exemple de l'identité européenne en étant prêts à mourir pour un système, encore imparfait, qu'ils sont en train de construire dans le sillage de ces valeurs européennes fondamentales, de préférence au système autocratique russe, alors même qu'une partie des Ukrainiens, à commencer par leur Président, est ethniquement russe. Ce socle de valeurs est donc bien ce qui fonde l'identité européenne, et cela dépasse les différences historiques et culturelles. Mais chaque pays possède ses singularités : la France est ainsi la seule à avoir des bouts de son territoire en dehors de l'Europe géographique ; cela étonne nos voisins européens, qui tendent à voir cela comme un reste de la colonisation dont il faudrait se débarrasser au plus vite, alors que la France y voit une richesse à préserver pour toutes ses populations. Si l'Europe doit s'appuyer sur les identités nationales, l'identité de l'Union européenne existe et doit être réaffirmée. Longtemps son extension a paru aller de soi, sur des critères principalement économiques, et devait, rappelons-le, englober quasi-mécaniquement au début du 21^{ème} siècle le Maroc, la Turquie, etc. Si la construction européenne de Jean Monnet et Robert Schuman a été conçue pour éviter de s'entre-déchirer, et y a bien réussi, elle doit aujourd'hui permettre à l'Europe de s'affirmer face à des prédateurs qui nous regardent comme une proie facile. C'est un défi pour les générations qui viennent.

Q. Quelles sont les pistes pour recoudre le tissu social (réduction des inégalités, régulation des réseaux sociaux, lutte contre l'illettrisme, ...) ?

Pour J.L. Bourlanges, il s'agit d'un projet global. Il n'aime pas l'expression « réduction des inégalités », car les réduire jusqu'où ? On ne dit pas clairement quelle part réserver au mérite, à l'héritage et à la solidarité dans les différences de situation. Il y a un vrai problème de concentration mondiale du capital, mais le résoudre nécessite de mettre en place une régulation aux différents niveaux national, européen et mondial, les Etats-nations ayant peu de prise sur les entreprises multinationales. La solution ne peut pas être de distribuer ce capital, ce qui reviendrait à transformer une économie d'investissement en économie de consommation.

Ce qu'il faut résoudre à coup sûr est le manque d'espérance sociale. Les trente glorieuses ont fonctionné car on a su transformer la main-d'œuvre paysanne en main-d'œuvre pour l'industrie et les services, ce qui procurait des opportunités de progression, alors qu'à structure de main-d'œuvre identique, la progression de l'un se traduit par la régression d'un autre. Comment remodeler les métiers de demain, notamment avec l'arrivée de l'IA ? Un autre problème est la dislocation de la famille, qui est une cause de pauvreté majeure. Un autre est la prise en compte des difficultés de lutte contre le dérèglement climatique pour les familles modestes qui ont peu de moyens pour investir et adapter leur mode de vie. La solution doit passer aussi par la réhabilitation de l'école, qui doit permettre de progresser, personnellement et professionnellement, et redonner ainsi de l'espoir à tous les jeunes et à leur famille. Les trois grandes priorités budgétaires sont sûrement l'écologie, l'école et l'armée.

Pascal Ausseur est d'accord sur la priorité à donner à l'école, qui doit contribuer à forger ce sentiment d'une communauté de destin sans lequel rien n'est possible. L'exemple de l'armée est intéressant puisqu'elle recrute dans toutes les catégories sociales, peut-être même avec un barycentre assez bas, des personnes qui y viennent souvent un peu par hasard ou pour saisir une opportunité. Or ils et elles démontrent très vite un niveau d'engagement exceptionnel. Comment cela se fait-il ? La raison est sûrement à trouver dans la cohérence du système : du haut en bas de l'échelle, tout le monde sert la même cause, une espèce de transcendance commune, de foi partagée dans la mission à remplir parce que l'organisation en place est conforme à l'objectif annoncé. Les chefs prennent aussi des risques, sont dans le même bateau que les matelots, et ne gagnent pas mille fois plus qu'eux. Les inégalités, qui existent bien sûr (tous les militaires n'ont pas le grade de général), ne sont plus un problème lorsqu'elles ont leur cohérence et leur justification dans ce projet collectif.

Cette cohérence vécue dans l'armée est une piste pour la reconstruction d'une société civile solidaire : s'accorder sur un destin commun qui transcende les intérêts individuels, pour lequel chacun puisse apporter sa contribution au projet collectif. Cette cohérence d'ensemble est d'autant plus nécessaire dans nos sociétés européennes que nous vivons ce moment de rupture où le monde se durcit considérablement.